



La Commune



Non au Bac Pro en 3 ans !

Lycées professionnels

Le ministre de l'Education nationale, Xavier Darcos, a décidé la mise en place du baccalauréat professionnel en 3 ans au lieu des 4 actuels, les BEP disparaissant dans la foulée.

A l'annonce de cette réforme les élèves de Lycée professionnel ont entamé, mi-novembre, une grève qui a duré plus d'un mois dans les premières académies touchées.

Malgré les contorsions du gouvernement et le silence assourdissant des organisations syndicales, les lycéens se sont massivement mobilisés. A l'heure où nous écrivons, rien n'est joué. Analyse.

Jusqu'à présent, les élèves qui étaient orientés en lycée professionnel à la fin de la troisième avaient 4 ans pour se préparer au bac pro. Ils faisaient tout d'abord deux ans de BEP. En cas de réussite à ce diplôme ils pouvaient choisir de poursuivre en bac pro encore deux ans ou de rentrer dans la vie active avec le BEP en poche. En effet, le BEP et le CAP débouchent très facilement sur un emploi dans les secteurs Sciences et Techniques industrielles ou les Bâtiments et Travaux publics. Ils pouvaient aussi réintégrer un lycée général pour passer un bac technologique, plus coté pour entrer en IUT. Et bien sûr, en cas d'échec au BEP, ils avaient la possibilité de doubler.

Des milliers de jeunes à la rue

La réforme Darcos reviendrait à exclure de toute formation professionnelle publique les élèves en difficulté scolaire ou personnelle, dont on sait fort bien qu'ils sont nombreux en lycée professionnel. La suppression des classes de BEP et l'entrée directe en formation Bac pro 3 ans constituerait une sélection qui jetterait ces jeunes, dès l'âge de 16 ans, sans aucun diplôme, dans une précarité totale. Selon les enseignants ce sont 70% des effectifs relevant de l'orientation en Lycée professionnel qui seraient éjectés et ne pourraient entrer en Bac pro 3 ans.

Un Bac dévalorisé

Une formation en trois ans ne peut valoir une formation en quatre ans ! Quatre ans ne suffisent pas toujours à certains élèves pour atteindre le niveau requis et pour suivre avec profit les stages en entreprise organisés dès la première année de BEP : beaucoup d'élèves ont tout juste quinze ans ce qui est bien jeune pour se retrouver dans le monde de l'entreprise.

Faire 20 semaines en entreprise sur 4 ans laisse tout de même le temps aux enseignants, même si c'est insuffisant au regard de ce qui serait nécessaire, de boucler le programme.

20 semaines en 3 ans signifie obligatoirement un diplôme dévalorisé : par rapport à la formation dispensée aujourd'hui les élèves perdraient bien plus qu'une année d'enseignement théorique, professionnel et général ! Précision d'importance : l'expérimentation, qui porte au départ sur quatre secteurs industriels (Equipements et installations électriques, Maintenance des systèmes mécaniques automatisés, Réalisations d'ouvrages chaudronnés et structures métalliques, Productique mécanique option usinage) a été choisie par le patronat de l'Union des Industries et métiers de la Métallurgie (UIMM)

Les directions syndicales aux abonnés absents

Comme une traînée de poudre, la plupart des élèves des LP d'Aquitaine, région expérimentale, se sont engagés dans une grève massive et déterminée. Pendant plus d'un mois, ils se sont unis, se sont contactés, concertés et ont fait appel à leurs enseignants (voir encadré ci-contre.), ont téléphoné aux organisations syndicales et aux associations de parents d'élèves. En pure perte : les directions syndicales ont fait le dos rond et ont laissé les lycéens seuls face aux rectorats et à Darcos ! La FSU, fédération majoritaire, mais aussi le SNETAA, la CFDT, FO, CGT, SE-UNSA, etc. se sont bien gardés de déposer le moindre préavis de grève des enseignants pour venir en aide aux lycéens. D'ailleurs, il faut préciser que le bac pro, s'il est nocif pour l'avenir professionnel des jeunes ne l'est pas moins pour les profs eux-mêmes puisqu'il liquide les BEP et donc, à court terme, toute formation professionnelle initiale en LP. C'est bien ainsi la mort des LP qui est programmée. Dès la rentrée 2008 ce sont 11 200 postes d'enseignants qui doivent sauter (400 rien que sur l'Académie de Bordeaux) et plus de 20 000 à la rentrée suivante, on comprend mieux ainsi pourquoi Xavier Darcos est si pressé de voir sa réforme appliquée !

Le silence des directions syndicales vaut donc acceptation de la réforme Darcos et constitue une position complice intolérable. Il fallait rompre l'isolement des lycéens, appeler les enseignants à la grève totale pour le retrait de cette réforme. Honte à ceux qui ont préféré regarder ailleurs pendant que les milliers de jeunes des LP d'Aquitaine et d'ailleurs se mettaient en grève et manifestaient avec courage dans les rues. Il faudra bien pourtant que, tôt ou tard, ces directions syndicales rendent des comptes à leurs mandants et à la jeunesse des LP. Car une chose est sûre : rien n'est fini.

Françoise Carrasquedo, enseignante en LP, Pyrénées Atlantiques

Voir aussi dans la catégorie France



Urgence, pouvoir d'achat et grève générale

Alors qu'il a urgence à augmenter les salaires, bloquer les prix et les loyers, alors qu'il les crises énergétiques et climatiques explosent, le gouvernement Macron a fait voter au Parlement deux... »



« Ces gens-là »

La ministre des collectivités territoriales, issue des Républicains, a eu par le passé des prises de position qui dénonçaient le mariage pour tous en y voyant "un dessein contre la nature".... »



Ni le gouvernement ni l'Assemblée ne nous représente !

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » La présidentielle et les législatives en France sont à l'image du chaos politique qui parcourt l'Europe : la... »



Répression, maître-mot de la macronie.



La cinquième république est agonisante. Macron et sa clique vont utiliser le dernier outil en leur possession pour sauver ce qui peut l'être : la répression. Les forces de police, dignes... >>



Présidentielles, législatives : Non au front unique des appareils !

Ils veulent TOUS sauver la Ve République et museler la classe ouvrière ! Partis politiques et confédérations syndicales sont désormais unis pour laisser Macron gouverner à son aise et mener ses... >>



Alain Krivine

La Commune tient à saluer la mémoire d'Alain Krivine, militant ouvrier et dirigeant historique de la LCR et du NPA, qui a marqué la vie politique de ces 60 dernières années. Nous adressons à sa... >>
